

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

ORGANISME :




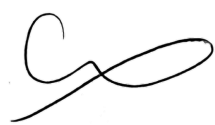
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY DE DOME

63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9

Objet de l'accord-cadre :

**Mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire auprès des enfants en classe de
grandes sections de maternelle en zones défavorisées du département
du Puy-de-Dôme**

Accord-cadre n° 2025-060

Rédigé par :	Contrôlé par :	Validé par :
Stéphanie TORREJON  Christophe NARCISSE  03/10/2025	Stéphane FAURE  09/10/2025	Camille POGGI  10/10/2025

SOMMAIRE

Article 1 : Dispositions générales	3
Article 2 : Objet de l'accord-cadre	3
Article 3 : Définition des prestations.....	3
3.1. Séances de sensibilisation à la santé bucco-dentaire.....	3
3.2. Séance de dépistage à la santé bucco-dentaire	5
3.3. Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant.....	6
3.4. Indemnisation des frais de déplacement des intervenants.....	7
Article 4 : Modalités d'exécution	7
Article 5 : Engagements du titulaire.....	8
Article 6 : Contrôle des prestations réalisées.....	12
Article 7 : Réunions.....	13
Article 6 : RGPD	13

Article 1 : Dispositions générales

Dans le cadre du **dispositif M'T dents tous les ans !**, l'Assurance maladie a pour objectif de déployer un programme visant à renforcer la prévention bucco-dentaire des jeunes de **3 à 24 ans** (génération sans carie).

Pour permettre aux enfants d'être sensibilisés dès le plus jeune âge à la bonne santé orale, elle a pour ambition à compter de septembre 2025 que les actions de prévention bucco-dentaire (sensibilisation, dépistage, suivi du recours aux soins) soient réorientées sur les seules classes de **grande section de maternelle** (et non plus en CP).

Article 2 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire (**sensibilisation et dépistage**) auprès des enfants de grandes sections de maternelle dans les zones défavorisées ou les zones où le recours aux soins dentaires est faible dans le département du Puy-de-Dôme.

La CPAM du Puy-de-Dôme a fait le choix de déléguer à un prestataire la mission de sensibiliser et de dépister les enfants.

Article 3 : Définition des prestations

Les prestations confiées au titulaire consistent en la réalisation auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle :

- D'une séance de sensibilisation à la santé orale sur 1h.
- Et d'une séance individuelle de dépistage bucco-dentaire.

3.1. Séances de sensibilisation à la santé bucco-dentaire

3.1.1. Prérequis

Pour cette phase de sensibilisation à la prévention bucco-dentaire, le titulaire doit :

- Prévoir une séance préparatoire avec les enseignants, les directeurs d'établissements et la médecine scolaire. Les sujets évoqués lors de cette séance sont le calendrier des interventions, la définition des modalités d'information des parents, les outils utilisés.
- Intervenir entre le 1^{er} septembre de l'année N et le 31 mars de l'année N+1.
- Promouvoir :
 - La nécessité d'un suivi annuel de l'enfant chez le chirurgien-dentiste,
 - L'importance de l'hygiène bucco-dentaire (gestuelle du brossage, plaque dentaire, dentifrice fluoré),
 - L'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire (réduction du grignotage, limitation de la consommation de sucres : sodas, apports équilibrés), comportements alimentaires qui favorisent le surpoids et l'obésité, néfastes pour la santé bucco-dentaire.
 - L'importance de prendre soin des dents (notamment des dents de lait).

Pour la mise en œuvre de cette phase, le titulaire sera chargé

- D'imprimer les outils spécifiques fournis par l'Assurance maladie pour l'animation (courriers d'information aux parents, courriers de résultats, autorisations parentales, fiches de dépistage),
- De la remise d'une brosse à dents adaptée à l'âge des enfants (5/6ans), accompagné d'une explication orale sur son utilisation lors de la séance de sensibilisation.
L'achat de brosse à dents doit se faire, après une mise en concurrence des fournisseurs. Le choix final doit s'effectuer en prenant en compte le meilleur rapport qualité/prix avec présentation des justificatifs et garantie par le fournisseur de la qualité des produits.
- De la remise d'un diplôme et d'un flyer par enfant. A cette occasion, le titulaire remettra également une affiche à l'enseignante. (Supports fournis par l'Assurance maladie).

3.1.2. Les messages

Le titulaire, lors de l'action de sensibilisation, s'engage à porter les messages suivants :

- **L'hygiène bucco-dentaire quotidienne**

- Se brosser les dents 2 fois par jour pendant 2 minutes avec du dentifrice fluoré et une brosse à dents adaptée à l'âge de l'enfant en insistant sur le brossage avant le coucher,
- Se limiter à quatre prises alimentaires par jour (petit déjeuner, déjeuner, goûter et dîner) et ne pas grignoter,
- Boire de l'eau pendant et après les repas,
- Se rendre au moins une fois par an chez le chirurgien-dentiste même s'il n'y a pas de douleur.

➤ **Les repères alimentaires**

Une alimentation déséquilibrée favorise le surpoids et l'obésité et sont aussi potentiellement délétères pour la santé bucco-dentaire.

Les recommandations faites aux enfants doivent donc porter sur :

- L'absence de grignotage,
- La limitation de la consommation de sucre et de produits acides (sodas y compris),
- L'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire,
- Les aliments croquants favorisent le développement de la mâchoire et donc de la parole,
- Des apports équilibrés.

3.1.3. Modalités de l'action

- L'action en classe doit être 1h maximum.
- Elle doit être adaptée à l'âge des enfants de grande section de maternelle.

3.2. Séances de dépistages bucco-dentaire

En complément de la séance de sensibilisation, la mise en place d'un dépistage bucco-dentaire en milieu scolaire est organisée par le titulaire.

Cette phase de sensibilisation et de dépistage à la prévention dentaire doit intervenir du **1^{er} septembre au 31 mars de l'année N+1** de façon à permettre aux enfants de réaliser leurs soins de suite éventuels avant les vacances scolaires d'été.

Ce dépistage, réalisé à l'école doit être effectué par un **chirurgien-dentiste (libéral, salarié, étudiant en chirurgie-dentaire...)**, dans des conditions d'hygiènes appropriées et dans un local mis à disposition afin d'assurer la confidentialité des échanges.

Seuls les enfants bénéficiant d'une autorisation parentale favorable pour ce dépistage peuvent en bénéficier. Le titulaire doit donc imprimer et remettre aux écoles le formulaire avec l'enveloppe retour pour recueillir l'autorisation des parents et les informer sur l'action (modèle dématérialisé « autorisation parentale » fourni par l'Assurance maladie, ainsi que les enveloppes retour).

L'enseignant de l'enfant remettra l'autorisation parentale complétée sous pli confidentiel au chirurgien-dentiste.

Le dépistage bucco-dentaire et l'entretien motivationnel aux changements des habitudes de vie auprès des enfants sont réalisés en face à face avec le chirurgien-dentiste.

Cela permet de dédramatiser la visite au cabinet dentaire et de faciliter, pour les enfants avec besoin de soins, la réalisation des programmes de soins nécessaires.

Un courrier de résultat est remis aux familles sous pli confidentiel et ce, quel que soit le résultat du dépistage (un modèle est mis à disposition par l'Assurance maladie) :

- Pour les enfants sans besoin de soins lors du dépistage, il convient de rappeler que ce dépistage sur place ne se substitue pas à un contrôle régulier chez le chirurgien-dentiste et de la possibilité pour l'enfant de bénéficier du rendez-vous « M'T dents tous les ans ! ».
- Pour les enfants avec besoin de soins lors du dépistage, ces enfants sont invités à se rendre chez un chirurgien-dentiste.

A la suite du dépistage, le titulaire doit transmettre les fiches de dépistage ainsi que les autorisations parentales de tous les enfants dépistés au service médical de la CPAM du Puy-de-Dôme sous pli confidentiel.

3.3. Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant

3.3.1. Coût de l'opération

Le coût de l'opération **par enfant dépisté** (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture d'une brosse à dents, dépistage bucco-dentaire suivi de «

l'entretien motivationnel ») **ne doit, en aucun cas, dépasser 25 euros TTC** toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

Le coût de l'opération **par enfant non dépisté** (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture d'une brosse à dents, entretien motivationnel) **ne doit, en aucun cas, dépasser 14 euros TTC** par enfant toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

3.3.2 Précisions complémentaires

➤ **Concernant les séances de sensibilisation seules :**

Le titulaire a, à sa charge :

- La fourniture des brosses à dents.

Les brosses à dents comportent le logo « M'T dents tous les ans ! », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

Lors de la remise, elles sont accompagnées d'une explication orale sur leur utilisation.

➤ **Concernant les séances de sensibilisation accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire :**

Le titulaire a, à sa charge :

- La fourniture des brosses à dents.

Les brosses à dents comportent le logo « M'T dents tous les ans ! », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

Lors de la remise, elles sont accompagnées d'une explication orale sur leur utilisation.

- Les sondes, les miroirs dentaires stériles et les gants.
Pour l'hygiène, il est rappelé que l'utilisation de ces matériels est à usage unique.

3.4. Indemnisation des frais de déplacement des intervenants

3.4.1. Conditions pour bénéficier des frais de déplacement

- L'établissement scolaire où sont réalisées les actions se situe en zones très sous dotées (au sens du zonage ARS utilisé pour les versements des aides conventionnelles aux chirurgiens-dentistes.

Voir le lien vers carto santé pour une vue affinée par territoires :
[https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z ...](https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z...))

- L'indemnisation des frais de déplacement est réalisée :
 - **Pour un véhicule** : sur la base du tarif kilométrique en vigueur, multiplié par la distance (nb de km) parcourue entre le domicile de l'intervenant et l'école. A noter, l'indemnisation des frais de déplacement est limitée à 200 kms maximum aller/retour via le Michelin (<https://www.viamichelin.fr/>).
 - **Pour les transports en commun** (train, bus, tramway, autocar) sur présentation d'un justificatif de trajet (pour le train, indemnisation du billet sur la base d'un billet seconde classe ; pour les autres transports en commun sur présentation du ticket/billet).
- L'intervenant doit être un chirurgien-dentiste (libéral, salarié, étudiant en chirurgie-dentaire...) pour les séances de sensibilisation et de dépistage.
- L'intervenant doit justifier de ses frais de déplacement : auprès du titulaire en transmettant le formulaire dédié fourni par la CPAM du Puy-de-Dôme à la fin des interventions.

3.4.2. Procédure à suivre pour bénéficier des frais de déplacement

- A la fin de chaque intervention, l'intervenant communiquera au titulaire le formulaire dédié,
- En mai de l'année N+1, le titulaire effectue la demande à la caisse de rattachement d'une dotation globale au titre de l'indemnisation des frais de déplacement pour l'ensemble de ses intervenants en communiquant à celle-ci le montant global demandé accompagné d'un fichier justifiant des déplacements,
- En septembre/octobre de l'année N+1, la CPAM du Puy-de-Dôme transmet les dotations afférentes au titulaire pour indemniser ses intervenants.

Article 4 : Modalités d'exécution de l'action de prévention

4.1. Planification des interventions et lieu d'exécution

Le titulaire informe la CPAM du Puy-de-Dôme, des dates d'intervention.

Ses interventions sont effectuées au plus tard au 31 mars de l'année N+1 pour les séances de sensibilisation suivie d'un dépistage.

Toutes les actions sont menées dans le département du Puy-de-Dôme dans des écoles situées dans des zones défavorisées ou dans des zones plus éloignées des soins dentaires.

La liste des écoles ciblées selon les actions est transmise par la CPAM du Puy-de-Dôme au titulaire. En cas de refus de certains établissements, le titulaire avertit la CPAM du Puy-de-Dôme afin que d'autres établissements lui soient attribués.

4.1.1. Evaluation du besoin en prestations de sensibilisation et de dépistage

Le nombre d'enfants à sensibiliser et à dépister pour la première année est au minimum de **800** enfants de grandes sections de maternelle des écoles du Puy-de-Dôme.

Le nombre d'enfants est déterminé en fonction du budget alloué et du montant de la prestation.

Une progression a minima du nombre d'enfants sensibilisés et dépistés sur 2 ans est attendue en fonction de la dotation budgétaire :

2026/2027 = 800

2027/2028 = 830

Le titulaire inscrit dans l'Acte d'Engagement le montant de la prestation et le montant total selon le nombre d'enfants à sensibiliser et à dépister.

4.1.2. Modalités de règlement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées par application du prix unitaire, indiqué par le Titulaire sur l'Acte d'Engagement et son annexe financière, et en fonction du nombre d'enfants réellement sensibilisés et dépistés.

La facture est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,

- le numéro de facture et sa date d'émission
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation de la prestation réalisée
- les dates de réalisation des prestations,
- le lieu d'intervention,
- le nombre d'enfant sensibilisé,
- le nombre d'enfant sensibilisé et dépisté,
- le prix unitaire HT, montant de la TVA et le prix unitaire TTC,
- le prix total HT, montant total TVA et le prix total TTC.

Chaque facture mensuelle est transmise à la CPAM du Puy-de-Dôme via la plateforme CHORUS Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin de rattacher et transmettre la facture au compte de la CPAM du Puy-de-Dôme, le Titulaire doit inscrire les données suivantes :

SIRET de la CPAM du Puy-de-Dôme: 77563424900053.

Numéro d'engagement = NUMERO DE COMMANDE.

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

4.1.3. Qualification des intervenants

Le titulaire s'assure de la compétence des professionnels auquel il fait appel pour ces actions. Il est à même de demander, dans ce cas, les attestations d'inscription à l'ordre de ces mêmes professionnels et de les fournir, sur demande, à la CPAM du Puy-de-Dôme en cas de contrôle.

L'intervenant doit être un chirurgien-dentiste ou un étudiant en chirurgie dentaire pour les séances de sensibilisation suivie d'un dépistage.

Article 5 : Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à fournir à la CPAM du Puy-de-Dôme des éléments relatifs aux conditions de réalisation des actions.

➤ **Déploiement de l'action**

- Nombre d'établissements et de classes visitées,
- Plannings prévisionnels et dates réelles des interventions,
- Nombre d'enfants sensibilisés,
- Nombre d'enfants sensibilisés et dépistés par le chirurgien-dentiste,
- Lieux et conditions de réalisation du dépistage,
- États bucco-dentaires des enfants examinés via les fiches de dépistage à transmettre au service médical de la CPAM du Puy-de-Dôme ainsi qu'une synthèse du nombre d'enfant identifié avec une affection bucco-dentaire / sans affection bucco-dentaire et nombre d'enfants absents le jour du dépistage,
- Evaluation de la satisfaction de l'action par les enseignants.

➤ **Coût de la mise en œuvre de l'action**

- Montant des dépenses de mise en œuvre de l'action,
- Nombre et nature des actions relais mises en place par les personnels de l'éducation nationale,
- Moyens humains utilisés : par catégorie professionnelle, nombre de personnes, qualification.

Au plus tard le 30 avril :

A l'issue de l'action de sensibilisation/dépistage, le titulaire devra fournir une évaluation finale de l'action comprenant :

- Un rapport d'activité (points forts, difficultés rencontrées, solutions mises en œuvre pour les résoudre, écarts constatés par rapport aux objectifs, correctifs apportés).
- Un bilan d'activité par action qui précise les villes, les écoles, les classes ainsi que les méthodes et supports utilisés, le nombre d'enfants ciblés, dépistés et le nombre d'enfants avec affection bucco-dentaire, sans affection bucco-dentaire, absents ...
- Un planning détaillé des actions mises en œuvre sur l'année scolaire.

Au plus tard le 30 juin :

Le titulaire devra fournir un bilan financier comprenant :

- Montant des dépenses de mise en œuvre de l'action,
- Nombre et nature des actions relais mises en place par les personnels de l'éducation nationale,
- Moyens humains utilisés : par catégorie professionnelle, nombre de personnes, qualification.

Le titulaire s'engage à participer au comité de pilotage annuel.

Engagement républicain :

En application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 et du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, le Bénéficiaire a signé un Contrat d'engagement républicain.

Par la souscription de ce Contrat d'engagement républicain, le Bénéficiaire s'engage notamment :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de dignité de la personne humaine et de non-discrimination, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution,
- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Conformément à l'article 1er, alinéa 2 du décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021, le Bénéficiaire informe ses membres de la souscription de ce contrat par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Article 6 : Contrôle des prestations réalisées

Le titulaire s'engage à communiquer à la CPAM du Puy-de-Dôme tous éléments d'information sur le déroulement de l'action et son exécution ainsi que toutes pièces justificatives des frais liés au projet « Sensibilisation collective et dépistage en écoles pour les enfants de GSM en zone défavorisée ».

Elle pourra également effectuer un contrôle sur place par un agent mandaté à cet effet afin de s'assurer de l'effectivité de l'action réalisée et de l'exactitude des résultats comptables fournis.

ARTICLE 7 : Réunions

Le titulaire devra prendre toutes ces dispositions afin de participer aux différentes réunions organisées par le représentant de la CPAM du Puy-de-Dôme. Ces réunions se dérouleront soit en visio-conférence ou soit dans les locaux de la CPAM du Puy-de-Dôme. En cas de non-présence des correspondants du titulaire à celles-ci, il sera fait application des pénalités prévues au CCAP.

Article 8 : RGPD

Il est rappelé que la procédure CNIL doit être respectée et que la Cnam a procédé à une mise en conformité aux dispositions du Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD) avec une inscription au registre des traitements n°/réf 44-2019 du 10 mai 2019 et mention d'information pour la mise en œuvre des actions de prévention bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés .

(<https://www.ameli.fr/puy-de-dome/assure/protection-donnees-personnelles>)